

Brochure n° 3333

**Convention collective nationale**

IDCC : 2198. – **ENTREPRISES DE VENTE À DISTANCE**

---

ACCORD DU 11 JANVIER 2013

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES GARANTIES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013

NOR : ASET1350322M

IDCC : 2198

---

Entre :

Le SEVCNE ;

La VAD,

D'une part, et

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Barèmes*

**1.1. Barème des rémunérations mensuelles brutes minimales**

Ce barème fixe, pour chaque coefficient de la catégorie ouvriers/employés, les rémunérations mensuelles brutes minimales, base 151,67 heures, qui comprennent l'ensemble des éléments à caractère de salaires, à l'exclusion des sommes relatives aux remboursements de frais et heures supplémentaires payées.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les montants pour la catégorie ouvriers/employés sont fixés selon les grilles figurant en annexe I au présent accord.

Le barème des rémunérations mensuelles brutes minimales applicable pour les catégories techniciens/agents de maîtrise et ingénieurs/cadres reste celui du 3 juillet 2012.

**1.2. Barème des rémunérations annuelles minimales garanties**

Une RAMG (rémunération annuelle minimale garantie) est appliquée pour tout salarié en CDD ou CDI d'une entreprise entrant dans les champs d'application de la convention collective nationale des entreprises de VAD, ayant 1 an d'ancienneté et 6 mois de travail effectif au cours de l'exercice considéré.

La RAMG s'applique pour un salarié à temps plein et ayant été présent toute l'année.

Pour son application, il est tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature (contractuelle ou conventionnelle) et la périodicité, supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- les heures supplémentaires ;
- les majorations de salaire prévues par la convention collective ;
- les primes liées aux contraintes de l'emploi exercé ;
- les sommes versées n'ayant pas le caractère de salaire telles que l'intéressement et la participation ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

En cas d'année incomplète, ou d'horaire incomplet, mais sous réserve de remplir les conditions prévues ci-dessus, le salarié bénéficie de la RAMG proportionnellement au temps de présence effective.

Le montant garanti annuel est proportionnel aux périodes effectivement travaillées auxquelles s'ajoutent dans la limite de 2 mois maximum (à l'exclusion du délai de carence de la sécurité sociale), les périodes d'absences intégralement indemnisées pour maladie, maternité ou accident. Le salaire pris en compte pendant cette période d'absence indemnisée est reconstitué sur la base du salaire mensuel brut rétabli, indemnités journalières de la sécurité sociale comprises.

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord, laisse apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de ses droits, celui-ci reçoit, à l'échéance de la paie du salaire la plus proche, le complément de rémunération correspondant.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les montants de ce barème pour la catégorie ouvriers/employés, sont fixés selon les grilles figurant en annexe II au présent accord.

Le barème des rémunérations annuelles garanties applicable pour les catégories techniciens/agents de maîtrise et ingénieurs/cadres reste celui du 3 juillet 2012.

## **Article 2**

### *Notification et validité de l'accord*

Les dispositions légales relatives aux accords s'appliquent :

Le syndicat national social des entreprises de vente à distance notifiera le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

La validité de l'accord de branche est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ d'application de l'accord.

L'opposition est exprimée par écrit dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'accord. Elle est motivée. Elle précise les points de désaccord. Elle est notifiée aux signataires.

## **Article 3**

### *Formalités de dépôt*

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail en un exemplaire original sur support papier et un exemplaire sur support électronique.

## **Article 4**

### *Date d'application*

Les dispositions du présent accord sont applicables à l'issue du délai d'opposition mentionné à l'article 2 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## **Article 5**

*Extension*

Les parties signataires du présent accord conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 11 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### Barème des rémunérations mensuelles brutes minimales au 1<sup>er</sup> janvier 2013

*Catégorie ouvriers/employés*

*(En euros.)*

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE brute minimale
I	145	1 431
II	150	1 432
	155	1 434
	160	1 437
III	165	1 442
	170	1 446
	180	1 451
IV	190	1 460
	200	1 479

### Barème des rémunérations annuelles brutes minimales garanties au 1<sup>er</sup> janvier 2013

*Catégorie ouvriers/employés*

*(En euros.)*

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE minimale garantie
I	145	18 126
II	150	18 168
	155	18 222
	160	18 361
III	165	18 471
	170	18 638
	180	18 863
IV	190	19 128
	200	19 562